

Bibliothèque et archives nationales du Québec

Possible de survivre un autre centenaire?

Québec, le 3 février 2020 — Aujourd'hui, Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) célèbre son centième anniversaire. Un grand événement pour l'organisation qui offre quelque 37 millions de livres imprimés et numériques, de documents graphiques et de fichiers des collections patrimoniales, sans parler du plus grand réseau d'archives publiques et privées au Québec. À la lumière des restrictions budgétaires des dernières années, on peut toutefois se demander si l'institution survivra un autre centenaire.

Chaque année, BAnQ reçoit plus de 2,2 millions de visites dans ses édifices et gère des millions de documents. Les utilisateurs vont notamment y consulter et emprunter des ouvrages, faire des visites de groupe, participer à des activités d'animation et de formation, voir des expositions, retracer leur généalogie et faire de la recherche dans des documents historiques bien conservés. Derrière ces collections et ces services, des dizaines de professionnels travaillent dans l'ombre pour que la population bénéficie d'un accès démocratique à la culture et à la connaissance. Le personnel professionnel de BAnQ fait un travail exceptionnel afin que l'institution poursuive sa mission primordiale de conservation et de mise en valeur du patrimoine documentaire du Québec et sa vaste collection universelle.

Toutefois, cette mission est en péril en raison des importantes diminutions de budget des dernières années. De 2009 à 2017, BAnQ a dû composer avec des ponctions budgétaires de près de 15 millions et la situation ne semble pas en voie de se corriger, au contraire ! Depuis 2009, quatre vagues d'abolition de postes, dont la plus récente remonte à 2017, ont touché son personnel. L'institution a dû se priver des services de bibliothécaires, archivistes, agents culturels et agents de recherche.

Ce n'est pas tout. L'été dernier, le service des expositions de BAnQ a été aboli. Pourtant, les expositions de BAnQ sont appréciées. L'organisation a comptabilisé plus de 15 000 participants aux six expositions organisées à la Grande Bibliothèque durant l'année 2017-2018, selon son rapport annuel. Pour 2018-2019, plus de 13 000 personnes ont participé aux quatre expositions présentées.

Malheureusement, le milieu culturel ne semble pas une priorité pour le gouvernement malgré les retombées économiques et sociales importantes qu'il génère. Ce constat est palpable lorsqu'on regarde les conditions de travail des professionnelles et professionnels chargés de faire vivre cette culture au quotidien. Ils sont peu nombreux, mais leur travail acharné, leur dévouement et leur expertise font rayonner et rendent accessible la culture et la mémoire. Pourtant, la reconnaissance de leurs tâches est grandement déficiente. Que ce soit à BAnQ, au Musée national des beaux-arts du Québec, au Musée de la civilisation, au Musée d'art contemporain de Montréal ou au Conseil des arts et des lettres du Québec, les conditions offertes au personnel professionnel sont moins avantageuses, pour des postes équivalents, que celles offertes dans d'autres organisations parapubliques et société d'État.

Ce constat est d'autant plus troublant qu'il semble doublé d'une discrimination systémique à l'endroit des femmes. En effet, le personnel professionnel des institutions culturelles est majoritairement féminin. Or, les salaires offerts sont inférieurs de plusieurs milliers de dollars que pour des postes équivalents dans des organisations majoritairement masculines comme Hydro-Québec, par exemple. Pourtant, l'employeur est le même dans tous les cas, soit le Secrétariat du Conseil du trésor. Cette injustice doit cesser!

Les professionnels de la culture au service de l'État québécois contribuent activement à la diversité culturelle, à sa mise en valeur, à son rayonnement, tant au Québec qu'à l'étranger. Le gouvernement doit leur accorder la valorisation, la reconnaissance et le respect qu'ils méritent.

Adi Jakupović
Secrétaire du SPGQ et responsable de la culture